

CETA : merci (quand même) à nos amis wallons !

Ainsi, le traité UE-Canada (CETA) a-t-il finalement été signé par les 28 États membres – y compris, donc, la Belgique après l'accord arraché aux autorités de la région wallonne par le gouvernement fédéral de ce pays. Nous regrettons tous ce revirement, fruit des pressions inouïes exercées sur les récalcitrants. Faut-il, pour autant, après avoir dit « bravo aux courageux députés » wallons, fustiger le lendemain ces mêmes « sociaux-démocrates qui, quoi qu'ils vous disent, finissent toujours par céder » – comme on l'a entendu dire ici ou là, à gauche ? Je ne le pense pas.

Tout d'abord, la messe est loin d'être dite. Après la signature des États, va venir le temps de la ratification des Parlements : européen, nationaux, et même régionaux dans les pays à structure fédérale comme la Belgique. Or, les députés du Parlement de Wallonie ont conditionné leur futur vote en faveur du traité à l'obtention de changements, au premier rang desquels figure le fameux « système de règlement des différends » entre les multinationales et les États (tribunaux d'arbitrage) – question centrale s'il en est. Voilà un sacré caillou dans la chaussure pour les dirigeants européens – à commencer par le gouvernement et la majorité des parlementaires français !

Ensuite, j'estime que les Wallons – les citoyens en grand nombre, les forces de gauche les plus avancées et, grâce à eux, la majorité socialiste de la région – ont, en tout état de cause, rendu un immense service à tous ceux qui, dans l'UE, cherchent à sensibiliser les gens aux dangers que recèle ce traité CETA. En France, comme ailleurs, tout avait été fait pour faire passer « en douceur » ce cheval de Troie du TAFTA, le traité UE-USA, dont les négociations doivent reprendre après l'installation de la future administration américaine. En focalisant toute l'attention sur le – TAFTA pendant cette pause, on espérait en haut lieu faire avaliser l'autre « traité commercial de nouvelle génération » dans l'indifférence générale. Grâce à nos amis wallons, c'est raté ! De plus, le fait que les critiques du CETA ont été exprimées, cette fois-ci, par des élus connus non pour

leur opposition à l'Union européenne mais pour leur attachement traditionnel à celle-ci n'a fait qu'élargir l'espace de la contestation de la dérive libérale et autoritaire de l'UE. C'est essentiel !

Enfin, l'extrême brutalité des réactions de toute la classe dirigeante de l'UE face à l'exercice de leurs droits constitutionnels par les représentants des citoyens de Wallonie, est – aux yeux d'innombrables Européens – une nouvelle leçon de choses sur les ruptures à opérer pour avancer dans le sens d'une démocratisation de la construction européenne. Ainsi du mépris hautain à l'égard de cette quantité négligeable de « 3,6 millions » d'habitants qui osent défier le demi-milliard d'Européens ! Quand on sait qu'un pays membre sur quatre est moins peuplé que la Wallonie, on a une idée de l'égalité entre les nations au sein de cette « Union » ! Curieux-



LES DIRIGEANTS SIGNENT LE CETA EN PAVOISANT, MAIS LA MESSE EST LOIN D'ÊTRE DITE AVANT LA RATIFICATION DU VOTE PAR LES PARLEMENTS.

sement, personne ne s'était ému lorsque – fort légitimement d'ailleurs –, le 13 octobre dernier, la Cour constitutionnelle allemande a exigé la garantie que Berlin pourra à l'avenir quitter l'accord sur le CETA si elle le demandait : selon que vous serez puissant ou misérable... Pas étonnant qu'« en dix ans la confiance dans la capacité de l'UE à traiter les problèmes a diminué de moitié » (1). Aussi, plutôt que de jeter la pierre aux Wallons, attachons-nous à faire converger, dans le respect de nos différences, les aspirations à une « Europe » nouvelle. ★

(1) Pascal Lamy lui-même (ex-commissaire européen et ex-directeur général de l'OMC), « l'Express-L'Expansion » du 27 octobre 2016.

(*) Député honoraire du Parlement européen.